



# Comité Technique Paritaire (CTP) de l'INRA

- 11 mars 2011 -

## Déclaration liminaire de la CGT-INRA

Syndicat National CGT-INRA : RN 10 – Porte de St Cyr – 78210 Saint Cyr l'Ecole – Tél : 01.39.53.56.56 – Fax : 01.39.02.14.50 - Mail : [cgt@inra.fr](mailto:cgt@inra.fr)  
Document réalisé le 11/03/2011 consultable en intranet : <https://intranet.inra.fr/cgt/> – et en internet : <http://www.inra.cgt.fr/>

Dès l'issue du Conseil d'Administration du 14 décembre, l'Administrateur CGT-INRA avait demandé à Madame la Présidente qu'elle nous communique le rapport d'[Audit des fonctions support de l'INRA](#).

Ce n'est qu'en début de ce mois, après plusieurs missives de plus en plus comminatoires, que nous avons réussi à obtenir ce document. Les précautions prises par Madame la Présidente pour solliciter des autorités de tutelle l'autorisation de nous communiquer le texte pouvaient laisser croire que nous avions affaire à un brûlot qui allait mettre le feu aux poudres dans notre Institut. C'est donc avec avidité que nous nous sommes lancés dans le décryptage de ce **rapport qui concerne les fonctions dites de support, c'est-à-dire tous les personnels s'occupant des finances, des achats, de la GRH, du patrimoine, des systèmes d'information, de la communication, de la restauration, ....**

Ce document, comme d'autres du même acabit, est le résultat d'un travail commandé par le gouvernement dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) qui comme tout un chacun devrait le savoir depuis que nous en parlons, vise à réduire, par tous les moyens, le nombre de fonctionnaires de la Fonction Publique d'Etat et non de permettre à un organisme public de recherche comme l'INRA de toujours mieux remplir ses missions.

Ce document est le fruit d'un travail concerté entre la commission d'Audit et la Direction Générale: sur la base d'un diagnostic partagé, la Direction Générale de l'INRA a construit des scénarios d'optimisation et la mission a élaboré ses préconisations en intégrant les propositions de la Direction Générale de l'INRA.

A ce stade, il est légitime de poser la question suivante : Qui pilote l'INRA ? La Direction Générale désignée par les tutelles, un membre du cabinet ministériel, voire l'officine DELOITTE systématiquement chargée de piloter les diverses restructurations de centres et d'unités, pour Avignon et Sophia-Antipolis et pour Lille et Versailles.

Inutile d'être devin pour pressentir, supputer ou subodorer que les conclusions de la mission satisferont les objectifs gouvernementaux en chiffrant, détaillant, soupesant, à la virgule près, les Équivalents Temps Plein Travaillés à économiser, à affecter à d'autres activités, voire à supprimer (réduction du nombre de fonctionnaires oblige).

Elles satisferont aussi les objectifs plus prosaïques de la Direction Générale avec un très grand renforcement du pouvoir du Directeur Général Délégué, une redéfinition des rôles des présidents de centre et une (ré)activation des missions de la MICSDAR dans le pilotage des SDAR.

Le secret dont était entouré ce document devait sûrement être lié à la nature même des grilles d'autodiagnostic destinées à analyser les fonctions support et permettant de disposer d'une vision consolidée grâce à la conversion en ETP. Que nenni, le vide est si sidéral que nous en fûmes sidérés !

**Prétendre analyser les fonctions support de l'INRA en se basant sur le nombre moyen de pièces comptables traitées par ETP, de repas servis au sein des restaurants de l'INRA, du montant moyen de budget exécuté ou de personnes physiques gérées, frise l'escroquerie intellectuelle au sein d'un organisme de recherche scientifique tel que l'INRA.**

Comparer les centres ou les services, les hiérarchiser sur la base des moyennes de leurs indicateurs d'efficacité et la distance avec la meilleure « pratique » rappellent les procédés stakhanovistes qui, s'ils ont bercé les rêves de quelques uns de nos anciens, ont largement contribué à démoraliser les travailleurs devant des objectifs impossibles à atteindre.

Nous étions en droit d'attendre mieux de la part d'un organisme de recherche comme le nôtre où, sans être légions, les statisticiens de qualité sont nombreux et reconnus. Où est la réflexion sur la représentativité des

moyennes analysées ? Où sont les informations sur les indicateurs utilisés par les analystes pour qualifier les moyennes sur lesquelles le rapport est bâti ? Que conclure de différences dont nul ne dit, dont nul ne sait, si elles sont significatives ou non ? Que sait-on des conditions dans lesquelles les résultats dits de meilleure pratique ont été obtenus ? Comment expliquer des écarts du simple au triple voire au quadruple entre centres sur certaines fonctions ? De quels droits s'arroge la Direction de l'INRA pour, dans un premier temps, recommander à tous de viser les meilleures pratiques et pour, ensuite, nous sommer de les atteindre ?

Ces indicateurs d'efficacité ne reposent que sur la règle de trois, ou au mieux sur le facteur de proportionnalité.

Chaque analyse de fonction débouche sur une proposition de **regroupements des centres**, les petits avec les gros, **des regroupements régionaux en « plaques »** dont la tectonique dérive puisqu'elle place Clermont Ferrand une fois avec Toulouse et Bordeaux une autre fois avec Colmar, Nancy et Dijon.

Mais, au delà du déluge de chiffres et de tableaux qui comptabilisent les ETP à récupérer, la réalité derrière cet audit est celle qu'ont vécu nos collègues des SDAR des centres d'Angers et de Nantes d'une part ou de Sophia Antipolis et Avignon d'autre part, et celle que vivent actuellement les collègues des SDAR de Lille et celle que vivront sous peu certains collègues de Versailles et de Paris, à savoir la **fusion des centres**, la **mutualisation des SDAR** et la **spécialisation de certains services**, avec à la clé **mobilités et déplacements forcés**.

En effet, sans attendre la publication de ce rapport, dans certains cas avant même que la mission d'Audit n'ait été lancée, des mesures présentées comme des « recommandations » ont déjà été mises en œuvre avec leur cortège de dégâts collatéraux plus ou moins tus, mais toujours mal vécus. Les conclusions de la fusion du centre PACA, livrées récemment par l'officine DELOITTE, en sont une parfaite illustration.

La Direction Générale a probablement voulu, sur ce sujet comme sur d'autres, être considérée comme la bonne élève du ministère, voire même servir de référence à d'autres EPST.

Notre syndicat condamne cette approche purement arithmétique des activités support de l'INRA car cette approche nie la contribution des collègues concernés, directement ou indirectement, à l'acquisition de connaissances nouvelles et à l'application des connaissances acquises, les deux raisons d'être d'un établissement de recherche finalisée.

**La CGT-INRA alerte l'ensemble des personnels titulaires et non-titulaires : la restructuration des fonctions dites de support n'est qu'un début.**

D'ores et déjà les fonctions dites de soutien (valorisation, action internationale, information scientifique et technique, ...) sont dans le collimateur pour Juin-Novembre 2011.

Les fonctions recherche, pour l'instant exclues, ne devraient pas tarder à passer sous des fourches caudines similaires. C'est ainsi l'ensemble de la structuration de l'INRA qui serait mise à mal. Le rapport invite d'ailleurs à confier aux présidents de centre la responsabilité du fonctionnement budgétaire à « l'échelon laboratoire » percutant ainsi l'existence des départements de recherche, déjà mis à mal par les métaprogrammes.

**Le même processus est prévu dans tous les EPST, comme cela vient de débiter au CNRS. L'objectif du gouvernement et des directions générales est bien d'aboutir à une restructuration générale des EPST devant être actée à l'automne 2011 par un conseil de modernisation des politiques publiques sous la présidence de Nicolas Sarkozy.**

**La CGT-INRA appelle les agents à tout faire pour contrecarrer ces plans.**

**Nous proposerons que ce CTP rejette les conclusions de l'audit des fonctions support.**